

Nouvelles locales du lundi 03 novembre 2014

@rib News, 03/11/2014 | Politique - Les organisations de la société civile burundaise ont adressé un mémorandum aux différentes institutions du pays et à la CENI pour réagir aux la situation qui prévaut suite aux différentes critiques qui sont émise contre le comportement de la CENI et le fait que certains politiciens se retirent des démembrements de cette commission. Selon ce document, la CENI n'est pas en train de bien se comporter et cela peut être préjudiciable pour le pays en général. Les organisations signataires trouvent par ailleurs que la CENI n'a pas la prérogative d'empêcher aux personnes ayant des dossiers pendants en justice de se porter candidats aux élections de 2015.

Ces organisations trouvent également que le pouvoir ne peut pas s'ingérer dans l'organisation et le travail de la CENI dans celui des partis politiques, mais plutôt l'aider et faciliter la réunification des partis scindés en ailes. Elles demandent aussi aux politiciens de ne pas se retirer des démembrements de la CENI et de ne pas utiliser la jeunesse dans des actes de destabilisation des autres. A la population, elles demandent de rester tranquille et de voter, dans la plus grande liberté, le programme de leur choix. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr] - Le parti CNDD-FDD estime qu'il devrait y avoir un dialogue entre les partis politiques, la CENI et le ministre de l'Intérieur à propos de la préparation des élections 2015. Selon le porte-parole de ce parti au pouvoir, il est déplorable que certains politiciens ou partenaires de la préparation des élections se retirent de ce processus combien important. Onésime Nduwimana estime que même si malgré ce retrait le processus continue, cela montre qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Selon lui, il devrait y avoir une réunion où même ceux qui se sont retirés exposent leurs intentions puisque, selon lui, ce n'est pas bon de se retirer d'un processus sans explication valable. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr/rtnb] - Alors que les élèves du Lycée communal Mwakiro dans la province de Muyinga ont été renvoyés jeudi de la semaine dernière pour avoir refusé de payer une somme de 850Fbu destinée au paiement de la carte nationale d'identité (500Fbu) et une photo (350Fbu), c'est actuellement le tour du lycée communal de Mugaru dans la commune de Rumonge de la province Bururi de subir presque le même traitement. En effet, 500 cartes d'identité ont été données au directeur de cette école pour que les élèves puissent les avoir sans problèmes. Ainsi, c'est l'administrateur de la commune Rumonge qui les lui a données dans le but de les compléter et les faire retourner à la commune afin de les cacheter et leur donner un numéro. Alors que le directeur de cette école affirme que c'est bien Gérard Ndikumana l'administrateur communale de Rumonge lui a données, ce dernier nie tout cela. Les observateurs et surtout les partis politiques de l'opposition dénoncent de leur part cette attitude de certains directeurs d'établissements d'enseignement estimant que cela ne vise qu'à fausser les résultats des élections de 2015. Ils trouvent par ailleurs que l'école doit rester un milieu apolitique et que chaque élève qui a besoin d'une carte d'identité doit en faire une demande personnelle. [isanganiro/rpa/bonesha]

Justice - Arrestation ce lundi matin de deux personnes dans la commune Gihanga de la province Bubanza. L'une est la femme d'un certain Edouard Nsabimana qui a été pris en otage par des hommes armés qui ont attaqué cette localité au cours de la semaine dernière et l'autre est son frère. Elles ont été accusées de collecter de l'argent destiné aux groupes armés et une somme de 29.000Fbu a été saisie au moment de leur arrestation. Cependant, elles annoncent qu'il s'agissait de l'argent destiné au rationnement de la famille. Signalons que quelques jours après avoir été pris en otage, Edouard Nsabimana a téléphoné à sa famille pour lui annoncer que ses ravisseurs exigent une somme de 5 millions de Fbu comme rançon pour le libérer. Le commissaire de la police dans cette province demande à la famille de cet otage de collaborer plutôt avec la police et d'aller doucement. [isanganiro/rpa/bonesha]

Sécurité - Certaines personnes originaires de la commune Kanyosha de la province de Bujumbura ont adressé une correspondance au représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi. Dans cette correspondance, les 76 signataires affirment que sur les collines de cette commune, il y a des personnes en armes qui sillonnent au vu de tout le monde. Ils affirment aussi que ces personnes en armes auraient des liens avec ceux qui seraient venus de Kiloba Ondes. Ils pointent aussi du doigt certains hauts cadres du parti CNDD-FDD qui seraient en complicité avec ces personnes comme le chef de la documentation dans cette province. Ils demandent que la situation soit analysée minutieusement et sans tarder afin que l'irréparable soit évité. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Des coups de feu ont été entendus dans la nuit de ce dimanche la 4^{ème} transversale de la commune Gihanga dans la province de Bubanza sur la route Bujumbura-Cibitoke. Selon des sources sur place, ce sont les policiers qui étaient en patrouille qui ont tiré pour arrêter une personne qui transportait du chanvre sur une moto vers Bujumbura. Les policiers confirment cette information et annoncent que la personne en question a été arrêtée et se trouve pour le moment au cachot de la police à Gihanga de même que sa cargaison. [rpa/rtr/isanganiro/bonesha/rtnb]

Le ministre de l'Intérieur a réuni ce lundi les gouverneurs de province, les responsables des confessions religieuses œuvrant au Burundi pour débattre de la sécurité. Il a affirmé que la sécurité est plutôt bonne sur toute l'étendue du territoire du Burundi sauf quelques cas de banditisme qui sont observés ici et là. Edouard Nduwimana trouve plutôt que les médias diffusent des informations avec exagération en cette matière. Il a aussi répondu aux questions des représentants des confessions religieuses qui trouvent que certains d'entre eux sont menacés pour avoir donné une prophétie qui est considérée comme révoltante. Il a également dénoncé un émanant de la prophétesse Eusébie Ngendakumana qui affirme revenir du ciel et a demandé leur coopération pour arrêter de telles personnes. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr/rtnb]

Lors de cette réunion, le ministre de l'Intérieur a annoncé que le gouvernement a des signes sérieux et crédibles qui font croire que des groupes terroristes se sont infiltrés au Burundi. Edouard Nduwimana a précisé même que des entraînements de ces groupes se feraient dans la province de Kayanza. Selon lui, les choses sont en train de changer puisque dans les jours passés, les Burundais ne collaboraient pas avec de tels groupes. Ainsi, il a demandé aux prédicateurs de sensibiliser leurs adeptes afin qu'ils soient plus vigilants et coopératifs tout en donnant que ces groupes attaquent généralement les lieux de rassemblement comme les églises, les mosquées, les marchés, les écoles. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr/rtnb] - L'ADC-Ikibiri estime que le gouvernement ne devrait pas négliger les problèmes de sécurité qui font parler d'eux dans différents coins de ce pays. Selon le porte-parole de cette coalition des partis politiques de l'opposition, le gouvernement est responsable sur tous

les points de ce qui se passe sur son territoire. Chevineau Mugwengezo trouve qu'À cet Àgard, il ne peut en aucun cas fermer les yeux ou n'Àgler les lamentations de la population qui crie au secours et qui prend Àgitiment des initiatives de se protéger. Il demande donc plus de s'Àrieux dans le traitement de telles informations. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr]